
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 17/1 (1990)

DOI: 10.11588/fr.1990.2.54143

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Helmut G. KOENIGSBERGER (Hg.), unter Mitarbeit von Elisabeth MÜLLER-LUCKNER, *Republiken und Republikanismus im Europa der Frühen Neuzeit*, München (Oldenbourg Verlag) 1988, XII-323 p. (Schriften des Historischen Kollegs, 11).

Il existe bon nombre d'études consacrées aux différentes républiques des XVI^e et XVII^e siècles, chacune d'elles étant considérée séparément. Il n'en existe que peu sur le «républicanisme» comme théorie politique; à peu près aucune sur les républiques et sur l'esprit républicain considérés à l'échelle européenne, comme un phénomène politique s'étendant à une partie importante du continent. On ne connaissait donc rien de très précis concernant les caractéristiques communes et les caractères propres de ces républiques, ni concernant leurs idéologies, par rapport à celles des monarchies. Aucune recherche systématique n'avait été menée dans ce domaine. Telle est la raison pour laquelle M. Koenigsberger (Université de Londres) choisit ce thème pour le symposium organisé en mai 1985 dans le cadre du Collège Historique de Munich. Il ne pouvait être question de combler entièrement cette lacune de l'historiographie. Mais il était possible de clarifier la position du problème, de faire exposer au moins certains aspects de ce grand fait – essentiel pour la compréhension de l'histoire européenne des Temps Modernes.

Il est certain que tous les hommes d'Etat des républiques des XVI^e et XVII^e siècles étaient nourris de littérature et d'histoire anciennes. On pouvait penser qu'ils avaient recherché un ou plusieurs modèles dans l'Antiquité grecque ou romaine. Or, ainsi que l'expose M. Winfried Nippel (Bielefeld), il apparaît bien douteux qu'à propos de celle-ci, on puisse parler d'un concept de républicanisme bien défini. Car toute la théorie politique antique se trouve exclusivement fondée sur la notion de Polis, et n'accorde aucune estime, ni aux monarchies, ni aux empires. Elle ne les considère que comme archaïques ou barbares.

Les communications suivantes sont rangées selon un ordre géographique. M. Cipriani présente l'idéologie républicaine et la tradition humaniste dans la Florence du XVI^e siècle, et son collègue de cette même ville, M. Bertelli, démontre que les partis y correspondaient à des familles et à des clientèles; qu'il est faux de dire que «la manière la plus facile pour découvrir quel est le groupe dominant de chaque société consiste d'ordinaire à rechercher quel est le groupe qui a le plus haut revenu». La hiérarchie sociale des Temps Modernes apparaît largement indépendante de la vie économique. M. Bertelli montre comment le groupe qui a la prépondérance la conserve par des normes de civilité, par un modèle prestigieux d'honnête homme (p. 39). Au demeurant, les classifications républiques/monarchies ne doivent pas avoir un caractère trop tranché, affirme M. Gaetano Cozzi, qui cite un mot du Doge Bertucci Valier, qui date de 1657: «La ville de Venise est la seule qui a rendu une république royale». Même opinion chez M. Nils Runeby (Stockholm), selon qui la Suède de la même époque n'est qu'une «république cachée» à laquelle il ne manque que ce nom. M. Peter Blickle (Berne) soutient que l'autonomie ou la quasi-indépendance des communes présentait de fortes affinités avec la république comme régime du territoire qui les englobait; que plus le «communalisme» se trouvait avancé dans une région, plus il était normal d'y instaurer une république. Il avance différents exemples pris entre Alsace et Tyrol, entre Franconie et Valais, dans cette région que l'on appelle alors la Haute-Allemagne. M. Oresko (Londres) évoque le cas de Genève: si l'on y relève, au XVI^e siècle, certains traits d'idéologie républicaine, ils proviennent du fait que théoriquement cette grande cité faisait partie du Saint-Empire (p. 97). Le cas du républicanisme urbain ou «municipal», assez proche des précédents, est étudié pour l'Allemagne du Nord par M. Hans Schilling (Giessen) grâce à des analyses de constitutions non-écrites, notamment. Mais la plus célèbre des républiques des Temps Modernes est née dans les Pays-Bas. M. Wim Blockmans (Rotterdam) analyse la tradition de révolte des Flandres et du Brabant; M. Guy Welles (Wellington, Ohio), le cas d'Anvers – province et ville qui jouèrent un grand rôle dans la genèse de la grande république, leur voisine du Nord. Mme Mout (Leyde) et M. Blom (Rotterdam) présentent deux communications relatives à l'histoire des

idées en Hollande. La première, sur les théories républicaines pendant l'insurrection: on voit alors d'excellents esprits élaborer un *imperium mixtum*, un projet de constitution mêlant les trois principes, le démocratique avec les Etats, l'aristocratique avec le Conseil, et le monarchique avec le prince d'Orange. La seconde replace la philosophie politique de Spinoza dans le contexte de la république des Provinces-Unies. M. Ian Roy (Londres) rappelle qu'il existait alors sur le territoire des grands Etats, des villes qui jouissaient de certaine autonomie, et qui vivaient comme de petites républiques – oligarchiques, certes – sous l'autorité plus ou moins lointaine d'un roi. Ainsi, en Angleterre. Lors de l'Interrègne, elles s'entendirent avec le régime républicain, au mieux de leurs intérêts matériels, et surtout religieux. Ce qui entraîna une vive réaction lors de la Restauration (p. 237). Considéré dans son ensemble, ce républicanisme des Temps Modernes incluait parfois des desseins politiques opposés. Il n'était pas dépourvu d'ambiguïté, ainsi que le montre la symbolique équivoque des hôtels de ville des capitales de ces républiques ou quasi-républiques, étudiée par M. Fröschl (Vienne). »Il demeurait cependant«, conclut M. Koenigsberger, »que l'esprit républicain se trouvait placé au même rang que la liberté, et qu'ensemble ils formaient une tradition politique vivante. Pour l'élite cultivée, le républicanisme présentait l'attraction de la respectabilité de l'Antiquité classique. Pour le patriciat des villes, il constituait la dernière ligne de défense contre les exigences des monarchies absolues centralisées, et contre les intérêts économiques des alliés de ces monarchies, les noblesses terriennes militarisées. Contre des adversaires si puissants, ces républiques et quasi-républiques précoces devaient demeurer presque toujours sur la défensive. Deux évolutions seraient nécessaires, avant qu'elles puissent passer à l'offensive. La première étant l'intégration de la démocratie dans le républicanisme ... la seconde, l'extension de l'idéologie et des institutions républicaines sur de grands Etats nationaux ...«

Cet élégant volume, réalisé avec la collaboration de Mme Elisabeth Müller-Luckner, comporte de très riches bibliographies, ainsi que des index des noms de lieux et de personnes.

René PILLORGET, Paris

Wirtschaft und Gesellschaft in Berggebieten. Economies et sociétés de montagne. Fascicule double 5/6, Basel (Itinera) 1986, 440 p.

Préparatoire au Congrès International des Sciences Historiques qui se tint à Berne en 1986, l'année précédente, un colloque réunit à Graz, en Autriche, un certain nombre de spécialistes de la montagne. En voici le résultat ou, plus exactement, le recueil des communications dont 7 en allemand, 4 en anglais et 1 en français. Elles sont d'inégale longueur, beaucoup riches de notes, de références bibliographiques, de cartes, diagrammes et croquis, quelques-unes plus expéditives. Le préfacier, le Professeur Markus Mattmüller indique qu'initialement une plus vaste zone géographique devait être couverte mais que l'on a dû renoncer à l'Amérique et, de fait, les Andes, seules de ce continent, apparaissent une fois, fugitivement et presque pro forma. L'ensemble de l'Europe montagneuse est, lui-même, loin d'avoir été scruté: ni les Pyrénées, ni la Norvège, ni le Caucase, ni l'Oural n'ont reçu d'attention; les Alpes et, principalement, leur secteur suisse, se sont taillé la part du lion, avec des annexes plus ou moins nourries sur le Massif Central français, les Carpathes polonaises et les Balkans. L'ordre chronologique a été retenu, en principe, pour la publication mais sans grande rigueur. Les angles d'attaque ont été variés: Othmar Pickl, en retraçant l'évolution de la Styrie et de la Carinthie sur une dizaine de siècles (du IX^e au XIX^e) a donné carrément dans la fresque de longue durée; d'autres se sont consacré à l'économie prise dans la genèse ou dans un aboutissement provisoire (à la fin du XVIII^e siècle); le point de vue démographique semble avoir polarisé la majorité et il émerge même dans les articles dont ce n'est pas le thème principal, il se répercute notamment sur les sondages de mentalité, assez restreints par eux-mêmes à l'exception de l'étude d'Anselm Zurfluh sur l'*Homo alpinus* (repris d'une précédente